

Gidic - Pr



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le 20 JAN. 2010

Unité territoriale de Loir et Cher

Société PASSENAUD à Cormenon.

Modification des ressources en eau avec
l'aménagement du bief.
Comblement du puit mitoyen avec la société
ICOPAL
Modification de l'arrêté préfectoral
d'autorisation d'exploiter.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

I. Généralités

I.1. Présentation de l'établissement

Implantation/Activité

Depuis 1960, la société PASSENAUD exploite une installation de transit et de tri de déchets : ferrailles, VHU et DIB, sur le territoire de la commune de Cormenon (41170), rue de la poterie.

Le tableau suivant présente une synthèse de l'ensemble des matériaux autorisés à être collectés et stockés sur le site de Cormenon :

Matériaux		Quantités	
Nature	Origine	Collectées en t/an	Maximales stockées en tonne
Déchets métalliques et VHU dépollués.	Industries/Collectivités/ Particuliers	5000	120
Copeaux métalliques huileux	Industries/Collectivités/ Particuliers	150	12
Batteries	Industries/Collectivités/ Particuliers	50	12
Métaux non ferreux	Industries/Collectivités/ Particuliers	100	8
DIB	Industries/Collectivités	1500 (dont 150 t de papiers/cartons)	30 (dont 3 t de papiers/cartons)

Présent
pour
l'avenir

49 bis rue, Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09
<http://www.centre.drne.gouv.fr>



Situation administrative

La société PASSENAUD bénéficie d'un arrêté d'autorisation d'exploiter n°2008-10-2 du 10 janvier 2008 pour les installations suivantes :

Rubrique	Intitulé	Classement
167 A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées.	Autorisation
286	Stockage et récupération de déchets de métaux et VHU dépollués, la surface autorisée étant supérieure à 50 m ² .	Autorisation
322 A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : station de transit à l'exclusion des déchetteries.	Autorisation

II. Contexte

II.1. Ressources en eau.

Dans le cadre de la vérification du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, une visite d'inspection a été diligentée le 22 septembre 2009.

Lors de la visite, l'inspecteur a pu constater que la société PASSENAUD n'avait pas pu conclure à un accord avec la société voisine ICOPAL afin d'utiliser la réserve incendie lui appartenant.

Aussi, la société PASSENAUD a mis en place une vanne sur le bief de la Grenne afin de pouvoir faire monter le niveau de l'eau du bief au droit de l'aire d'aspiration des engins pompes des pompiers.

L'inspection des installations classées a sollicité l'avis du SDIS sur l'aménagement du bief. Le SDIS a effectué une visite du site le 24 novembre 2009 et a émis un avis favorable le 25 novembre 2009 en préconisant les mesures suivantes :

- Implanter un pictogramme à proximité immédiate de l'aire d'aspiration, mentionnant le point d'aspiration
- Interdire le stationnement des bornes et des véhicules à proximité de l'aire d'aspiration et réaliser un marquage au sol
- Etablir des consignes internes pour la fermeture de la vanne par du personnel de la société en cas d'incendie
- Entretenir et tester régulièrement la vanne
- Garantir une profondeur minimale de 80 cm dans le bief au droit de l'aire d'aspiration
- Flécher à l'entrée du site la direction du point d'aspiration.

A noter que lors de la consultation du SDIS au cours de la procédure de régularisation administrative des activités de la société PASSENAUD en 2007, le SDIS avait préconisé la solution alternative de l'aménagement du bief en l'absence d'accord avec la société ICOPAL pour utiliser la réserve incendie. L'exploitant avait opté alors pour la solution de l'accord avec la société ICOPAL, accord qu'il n'a pas pu obtenir par la suite.

II.1. Comblement du puits mitoyen avec la société ICOPAL.

Il existe un puits non utilisé depuis de nombreuses années et mitoyen entre la société PASSENAUD et la société ICOPAL.

La société ICOPAL s'est vu imposer le comblement du puits à l'échéance du 31 décembre 2011 par arrêté préfectoral n°2009-350-21 du 16 décembre 2009.

Le projet d'arrêté complémentaire joint, propose d'imposer également le comblement du puits à la société PASSENAUD à la même échéance.

III. Modifications apportées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

- Modification de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter avec la suppression des dispositions liées à l'utilisation de la réserve incendie appartenant à ICOPAL et ajout des prescriptions afférentes à l'aménagement du bief.
- Ajout d'un article 4.1.3 concernant l'obligation de comblement du puits à l'échéance du 31 décembre 2011.

IV. PROPOSITION-CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral joint, pris sous la forme de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Conformément à l'article précité du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques à qui nous proposons d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées
pour la protection de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher
Pour le directeur et par délégation
Le chef de la deuxième subdivision de Loir
et Cher